



L'industrie du tabac enfume toujours Bercy

Rubrique : actualités - Date : jeudi 28 juin 2012

source : <http://www.huffingtonpost.fr/bertra...>

Avec l'augmentation annoncée le 16 juin 2012 de 6% des prix du tabac par le ministre du budget (Jérôme Cahuzac, pourtant médecin de formation !), les industriels vont recevoir un nouveau cadeau de plus de 130 millions d'euros. Ces millions vont quitter la France pour enrichir les multinationales du tabac alors que la France a tellement besoin d'argent.

Le tabac appauvrit la France

Même en versant intégralement les 13,8 milliards d'euros de taxe sur le tabac à l'assurance maladie, ces taxes sont loin de combler le coût du traitement des malades du tabac. Il manque 6 milliards par an pour traiter les fumeurs si on en croit le rapport du parlementaire d'Yves Bur(1). Le tabac n'enrichit pas la France, il l'appauvrit. S'il n'y avait plus de tabac en France les fumeurs seraient plus riches, en particulier les plus précaires, le budget de l'assurance maladie serait plus équilibré et le budget de la France serait plus facilement bouclé. Contrôler le tabac c'est enrichir la France, faire le jeu de l'industrie du tabac c'est l'appauvrir.

Il est incompréhensible que le gouvernement s'exprimant par la bouche du nouveau locataire de Bercy n'ait pas tiré les leçons pourtant limpides des 2 derniers septennats (1).

Sous le quinquennat de Nicola Sarkozy, quatre petites augmentations des prix du tabac ont démontré qu'une telle variation ne diminuait en rien la consommation, mais augmentait massivement les profits des buralistes et des multinationales du tabac à côté de l'augmentation des recettes fiscales. Ces augmentations de 6% ont été très inégalitaires car elles entraînent un prélèvement encore plus important des maigres ressources des plus précaires dont 15% dépensent 20% de leurs ressources à l'achat du tabac. Ces populations précaires sont celles qui fument le plus et sont les plus démunies pour se défaire de la dépendance tabagique qui les pousse malgré eux à fumer. Cette politique est la résultante de l'ouverture des portes du gouvernement et de l'Élysée aux lobbyistes du tabac.

Auparavant de 2002 à 2007 sous le quinquennat de Jacques Chirac les augmentations significatives de taxes conduites n'avaient en rien diminué les recettes de l'État, mais avaient fortement diminué les superprofits de l'industrie du tabac par la baisse massive de la consommation qui avait profité à tous, y compris aux plus défavorisés qui avaient eux aussi diminué leur consommation de tabac. Ces résultats sont les conséquences d'une politique volontaire délibérée chassant les lobbies de l'industrie du tabac.

Il est triste que les promesses du candidat Hollande soient flouées aussi vite par une proposition du ministre du budget copiée/collée sur la politique conduite par Nicolas Sarkozy et qui va accroître les inégalités sociales. Cette nouvelle augmentation de 6% va gonfler les profits de la filière tabac et préserver le marché du tabac au détriment de la santé des Français car on sait que ces petites augmentations ne font pas baisser la consommation.

Il est impératif que la présidence de la République et le Premier ministre chassent les lobbies du tabac de la sphère de décision et confient le pilotage de la politique tabac à la ministre chargé de la Santé.

Il est possible en jouant habilement sur les taxes d'augmenter les revenus de l'État et d'améliorer la santé de tous ; encore faut-il que l'État garde la main et impose aux multinationales, par une politique habile de taxe, les prix et non l'inverse, comme le ministre du Budget en fait ce jour tristement le projet. La France manque cruellement d'un pilotage constant dans le temps de la lutte contre le tabac sur le modèle de ce qui a été fait pour la sécurité routière.

La politique de sécurité routière a un panel d'outils parmi lesquels les radars. L'Etat utilise les radars à la fois pour augmenter les recettes du budget et pour améliorer la sécurité routière. Les résultats sont spectaculaires.

De la même façon parmi les nombreux outils du contrôle du tabac l'Etat a entre les mains à disposition la taxation du tabac. L'Etat s'il le désire peut utiliser cette taxation à la fois pour augmenter les recettes fiscales et pour augmenter la santé des français en baissant le tabagisme. Pour que cet outil très efficace, il faut absolument éviter les petites augmentations de prix calculées par les spécialistes du marketing de l'industrie du tabac pour ne pas baisser la consommation et conduire des augmentations de taxes entraînant une augmentation des prix du tabac d'au moins 10% associée a des campagnes d'informations et des actions auprès des jeunes pour freiner l'initiation et des fumeurs pour favoriser l'arrêt.

La santé doit avoir la priorité sur le budget pour le contrôle du tabac et les lobbies du tabac doivent être chassés de l'appareil de l'Etat et des assemblées